

*Montreuil, le 5 octobre 2026***Déclaration de la FNEC FP-FO**

Cette rentrée se déroule dans une situation internationale d'accélération de la marche à la guerre. Au Moyen-Orient, le génocide se poursuit en Palestine, les bombardements au Liban et la guerre entre l'Iran et les Etats-Unis menace toute la région. L'escalade meurtrière se poursuit également en Ukraine. Les gouvernements en Europe accélèrent les préparatifs de guerre.

Dans ce contexte, la FNEC FP-FO réaffirme la nécessité de tout mettre en œuvre pour le cessez-le-feu. Elle exige l'arrêt des livraisons d'armes par la France. Elle réaffirme sa revendication d'abrogation de la loi de programmation militaire, d'abandon du service national volontaire, d'arrêt des dispositifs « classes défense et sécurité globale » et de tout projet reposant sur un partenariat entre École et Armée, d'abandon du projet de loi sur l'enseignement à la défense. Elle exige le retrait de la circulaire « 11 novembre » et de son guide « commémorer le 11 novembre ».

FO refuse l'autoritarisme et à la répression d'Etat. Un nouveau pas est franchi avec la loi « visant à reconnaître une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre, dans l'exercice de leurs fonctions ». FO soutient tous les militants qui décideront de participer aux manifestations et aux rassemblements le 20 septembre pour le retrait de cette loi.

L'augmentation des dépenses militaires conduit les gouvernements à mener des politiques d'austérité sans précédent, à s'en prendre aux services publics, aux conquêtes sociales.

L'Ecole manque de tout : 4 000 suppressions de postes ainsi que la mise en place des PAS, entraînant des milliers de fermetures de classes et la non ouverture des classes nécessaires ; 30 000 élèves en situation de handicap toujours privés des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux auxquelles ils ont droit ; AESH confrontés à des avenants aggravant leurs conditions de travail et qui sont en nombre insuffisant, toujours privées d'un véritable statut et d'un véritable salaire ; aucun moyen pour assurer la sécurité numérique...

FO rappelle son refus de participer aux ateliers « prospectifs » concernant la « baisse démographique et l'anticipation des évolutions de l'offre scolaire » et son « expérimentation inédite de construction de la carte scolaire dans 18 départements ».

Nous revendiquons au contraire :

- annulation de toutes les suppressions de postes
- création de tous les postes statutaires nécessaires dans toutes les catégories
- titularisation pour tous les contractuels qui le souhaitent
- recrutement des AESH et des AED nécessaires

- abandon des PAS, des PIAL et de la politique de mutualisation

-création de tous les postes spécialisés nécessaires, création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.

FO réaffirme son refus de la réforme des concours. Le décret est également un prétexte pour supprimer la possibilité d'avoir recours aux listes complémentaires pour pourvoir à la vacance des postes en cours d'année.FO exige le recrutement de tous les lauréats des concours sur liste complémentaire. Des lauréats sur liste complémentaire du CRPE se sont rassemblés hier au ministère. Il est incompréhensible qu'ils ne soient pas recrutés alors que les besoins sont énormes. Nous vous demandons de les recruter.

Le gouvernement polémique et ment autour des salaires des enseignants en ce début d'année.

La réalité, c'est que le point d'indice est quasi-gelé depuis 30 ans, ce qui a fait s'effondrer le pouvoir d'achat des fonctionnaires de plus de 30 % ; ; le gouvernement attaque le pouvoir d'achat des agents malades ou des femmes enceintes ;la PSC obligatoire est présentée comme paquet salarial ...

FO réaffirme qu'il faut dénoncer l'accord PSC pour imposer une renégociation sur la base de la liberté d'adhésion, d'une seule et unique offre couplant santé et prévoyance.

FO revendique une augmentation de 33 % de la valeur du point d'indice afin de compenser la perte du pouvoir d'achat accumulée depuis 2000 et, avec sa confédération, son exigence de plafonner à 1,5€ le prix des carburants.

A la veille des discussions parlementaires sur le PLF et le PLFSS 2027 qui préparent de nouvelles saignées, FO mettra tout en œuvre pour bloquer ces projets de budget.

Cet été particulier a jeté une lumière crue sur l'incurie de ce gouvernement. Par son refus de dégager les moyens nécessaires, il est responsable du lourd tribut payé par la population : au moins 7000 décès liés aux épisodes de forte chaleur, des centaines de sinistrés ayant perdu leur maison dans les incendies, des pompiers aux effectifs insuffisants, manquant cruellement de canadiers, de matériel, de protections...

9 organisations syndicales de pompiers ont décidé d'appeler à la grève et à la manifestation nationale les 27, 28 et 29 septembre, jour d'appel à la grève dans la Fonction publique. Ce sont maintenant les pêcheurs qui se soulèvent contre l'augmentation des prix du carburant. La colère est profonde.

FO invite les personnels à se réunir pour discuter des moyens de faire aboutir les revendications en appuyant toutes les décisions de grève sans attendre, à mettre en débat l'initiative prise par les pompiers, à les soutenir et à les rejoindre.

Pour finir, Les personnels ont été confrontés à des conditions de travail inacceptables suite aux épisodes de chaleur avec des locaux inadaptés. FO exige le budget nécessaire pour rénover les établissements, pour bénéficier du matériel nécessaire pour abaisser l'ambiance thermique (ventilateur, rafraichisseur, climatisation...) et refuse la privatisation engagée à travers des partenariats avec des entreprises privées comme EDF.

Enfin, lors du conseil supérieur de l'Education (CSE) du 9 juillet dernier, un projet de décret relatif à la « protection des élèves et des personnels » était étudié. Ce décret a été publié pendant les vacances. Il prévoit de changer un élève d'école ou d'établissement en raison du comportement d'un membre de sa famille. Incapable d'assurer la protection effective de ses personnels qui passe avant tout par le rétablissement de tous les postes, le gouvernement choisit de déplacer l'élève plutôt que de protéger et d'agir contre les auteurs des faits. Cette fuite en avant répressive expose en outre davantage les directeurs, directrices, et personnels de direction. FO rappelle que la quasi-totalité des organisations ont quitté la séance et réaffirme l'exigence de retrait de ce texte.

Réponse E. Geffray :

Le CSE est une instance démocratique : nous avons des désaccords profonds mais l'unité se fait autour de la maison Ecole. Des Instructions seront publiées au BO sur les élections présidentielles. Les candidats ne seront pas en mesure de faire campagne dans les classes respectant le principe de neutralité du service public. (Voir BO n°35 du 17 septembre 2026 sur les règles déontologiques en période pré-électorale)

La **démographie** en baisse, « une triste opportunité ». Le vrai débat c'est la cadence avec laquelle on en tire profit. Il faudra Travailler sur la carte de l'offre scolaire à construire avec une offre équitable pour les jeunes. La trajectoire des 18 départements en expérimentation, montre que si on n'en tient pas compte, dans 7 ou 8 ans ce sera un point de rupture. On aura une pyramide des âges cisailée. Il faut trouver un équilibre : réduire le nombre d'élèves par classe prenant en compte la pyramide des âges.

Transition écologique : « je recevrai la commission émanant du CSE qui a fait 40 recommandations. »

Les collectivités locales possèdent un énorme patrimoine immobilier difficile à adapter aux changements climatiques malgré le fonds d'urgence qui a permis d'acheter 50 000 équipements. 80 millions d'euros EDF. EDF c'est une entreprise publique. La décision de la rénovation appartient à la collectivité.

Les résultats PISA : la France suit la moyenne de l'OCDE, les écrans fragmentent la concentration et la mémorisation.

Interdiction du téléphone portable : c'est une loi votée par le parlement et non une lubie du ministre. Il peut y avoir des dérogations pour les BTS et les CPGE.

Décret changement d'élève de classe : pour le ministre, c'est à mettre en lien avec le contexte, les menaces de mort qui se multiplient depuis l'assassinat de Samuel Paty. L'Enjeu est la protection de la communauté éducative avec la volonté de renforcer le suivi de l'élève.

Sur la **remise en cause du collège unique** : « je n'ai jamais dit ça » mais il fait état de la structure rigide du collège. Il souhaite davantage d'autonomie pour les établissements, l'augmentation de la DHS (dotation horaire supplémentaire) à ventiler selon les collèges pour proposer des dispositifs les plus pertinents et plus d'options.

Un enjeu dont personne ne parle : le **climat scolaire**, la France est classée 79ème sur 82. Il faut améliorer les conditions d'étude en classe, il n'y aura pas de plan bruit mais en classe, les élèves doivent écouter. C'est la base.

Les personnels : sur la polémique de rentrée concernant le **salaire des enseignants**. La DEPP est libre de publier au moment qu'elle le souhaite, il n'est pas normal de remettre en cause ses travaux. « Je n'ai pas fait de commentaire sur cette publication ». C'est un sujet technique, la DEPP est totalement indépendante. Les salaires ne progressent pas suffisamment en particulier en milieu de carrière, +5 +20 on a un plateau. Il faudrait une progression plus régulière et dynamique.

Les **contractuels** : l'écart entre les contractuels non renouvelés cette année et l'année dernière est de 2 points. « Je n'arrive pas à trouver que c'est mal qu'il y ait plus de fonctionnaires ». C'est positif. Mais prévenir les contractuels qui ne sont pas renouvelés à quelques jours de la rentrée par courrier, ce sont des méthodes humainement inacceptables. On doit les recevoir : « Je vais donner des consignes pour revoir cette méthode contestable »

Listes complémentaires : pensé par rapport à un concours. Débouché des berceaux. On appelle pour un désistement. Poste vacant. C'est quelque chose qu'on regardera. Je vais voir si c'est possible.

Les **infirmières** : la volonté est d'augmenter le nombre de postes des psyEN INFENES AS. + 300 en 2026/ + 300 en 2027. On a un vivier de candidats potentiels satisfaisant mais pas mirobolant. Le concours a un rendement qui n'est pas 100 %, nous ferons de la publicité pour ces concours comme pour les profs.

Violence sexuelle sur mineure et questionnaire : on connaît l'ampleur 1 sur 10. Tout le monde n'a pas envie d'y aller. Libérer la parole de manière universelle. L'EVAR dans le premier degré a été bien mise en place mais l'instauration de l'EVARS en collège avec seulement 23 % et le Lycée, 9 % reste insuffisante.

Le questionnaire VSS (Violences Sexistes et Sexuelles) : « On doit être en mesure de libérer la parole » et ensuite la procédure suivra son cours avec un entretien individuel par un professionnel en cas de signalement. La partie questionnaire est travaillée avec des pros (pédopsy, magistrats...) , co-construite avec les représentants (syndicats, parents, associations agréées...) Le texte doit passer au CSE du 1er octobre. Le but est de proposer un questionnaire le plus consensuel possible avec une passation à partir de début novembre, un guide de passation sera aussi fourni.

L'Ecole inclusive : maintien les PAS. Compétence du ministre. Le débat au parlement n'a pas prospéré. Pas d'accélération sur les PAS en 2027. Bilan. Fond. Document unique. Pas encore de bilan. Courbe qui commence à s'aplatir.

Les Cyberattaques : « on a subi des attaques massives et articulées ». Les deux académies les plus impactées, Nantes et Toulouse, commencent juste à fonctionner normalement. On a relancé « Arena et la messagerie à Toulouse ». L'élection des représentants des parents et les élections au CA seront décalées si besoin.

Elections pro : campagne. « *J'enverrai un message important pour inciter les personnels à participer au vote.* »

INSPE : « le repas à un euro n'est pas dans mes mandats, je vais regarder si c'est envisageable ». « LPE moi j'y crois. » Il y a un vrai sujet concernant les non-lauréats master M2E, ils doivent pouvoir suivre la formation et repasser le concours. Certaines universités l'ont fait mais pas toutes, « j'y suis favorable » .

La Labellisation des manuels : il faut expérimenter le sujet en Mathématique, en Français, par exemple des manuels en lecture CP et CE1. Avoir un label EN est un élément en plus qui apporte des éléments d'appréciation sans prescription. Pour que le CSP puisse labelliser, il faut mettre en place une expérimentation afin de dissiper la méfiance des profs.

AESH : délais d'un mois pour les avenants.

PASS culture : budget arrivé tard.

11 novembre : journée de la victoire et de la paix et des morts pour la France. Destinée commune ; Appropriation de leg commun. Il ne s'agit pas de lever le drapeau. « Quand certains l'ont fait j'ai stoppé ». Histoire collective qu'on s'approprie pour faire société.

Voie pro : la problématique LP est bien identifiée durant la période de la canicule. 2500 LP peuvent bénéficier d'une aide à la rénovation mais avec le bâti LP, c'est beaucoup plus complexe, e, particulier pour adapter les espaces liés aux plateaux techniques. La Carte des formations doit être équilibrée sur l'ensemble du territoire. Il faut aussi travailler sur l'offre scolaire collège prévue pour 800 avec seulement 400 places en voie pro. Dans 10 ans – de place en LGT + en LP.. En ce qui concerne les horaires disciplinaires « *je ne rouvrirai pas le débat sur la réforme Blanquer* ».

Résultats des votes CSE :

1 - La nouvelle charte des bonnes pratiques et des engagements communs

La FNEC FP-FO n'a pas participé aux groupes de travail pour mettre en place cette « charte » de bonnes pratiques. Elle limite le temps de parole des OS et veut restreindre les déclarations liminaires aux seuls sujet éducation. FO ne se sent pas engagé par cette « charte » et gardera sa liberté de parole ainsi que les sujets à aborder en séance.

Pour 52

Contre 0

Abstention 0

Ne prend pas part au vote 6 (FO)

Les autres textes concernent les rénovations ou les actualisations de diplômes BTS /BAC PRO du domaine professionnel.